

Assurance-récolte—Loi

On peut comparer un agriculteur qui assure ses récoltes à un marchand qui assure son commerce contre l'incendie. L'assurance empêche le marchand de faire faillite en cas de sinistre. Le fait d'assurer son commerce contre l'incendie ne garantit pas qu'il fera de bonnes affaires. Pour faire de bonnes affaires, il doit avoir une ligne de conduite qui lui garantit qu'il pourra vendre sa marchandise à un prix raisonnable et réaliser suffisamment de bénéfices pour bien vivre.

C'est la même chose dans le cas de l'agriculteur. Il peut faire assurer ses récoltes afin d'être protégé en cas d'urgence, mais il doit être capable de vendre ses céréales et son bétail afin de réaliser des bénéfices. La commercialisation des céréales au cours des dernières années a été confiée à la Commission canadienne du blé et le céréaliculteur dépend donc de la politique de commercialisation établie par le gouvernement. Il importe que cette politique tienne compte non seulement des variables à court terme, mais aussi des variables à long terme du marché.

Malheureusement, le gouvernement actuel ne semble pas avoir de politique agricole susceptible de créer la stabilité dans le domaine de l'Agriculture. En fait, je doute même qu'il ait une politique quelle qu'elle soit. En premier lieu, les pouvoirs, dans le domaine de l'agriculture, sont partagés entre le ministre de l'Agriculture, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé et le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson). A mon avis, tant qu'il n'y aura pas un seul ministre chargé de l'agriculture, nous ne pourrons pas avoir de politique coordonnée. La situation actuelle me fait penser à un attelage de trois chevaux dont chacun tire dans une direction différente.

Tout d'abord, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé a obligé l'agriculteur à se lancer dans ce que l'on a appelé le programme LIFT. Il a non seulement incité mais obligé les agriculteurs à restreindre leur production de blé bien que les indices dans le monde entier laissaient prévoir une pénurie de denrées alimentaires dans un avenir très proche. Après avoir ralenti la production grâce à des ventes de blé à perte, le gouvernement a chambardé sa politique. Dans la suite, le gouvernement et la Commission canadienne du blé demandèrent aux agriculteurs de produire le plus de céréales possible en 1973. Dans l'intervalle, en raison des ventes de blé à perte et des contrats à long terme, les agriculteurs se sont vus appelés à vendre à très bas prix les céréales qu'ils ont produites, à une époque où les prix à l'exportation sont très élevés, et ils ne profiteront pas du prix élevé sur le marché mondial, tout au moins pas pour la campagne de 1972-1973, et il semble peu probable qu'ils en profiteront pour la campagne de 1973-1974.

● (1720)

Le même ministre qui a lancé les agriculteurs dans le Programme LIFT plus tôt ce printemps a promis une politique des grains de provende qui serait juste à l'endroit de tous les producteurs de grains et éleveurs de bétail canadiens. Mais la politique n'a été annoncée qu'en août et a jeté dans la confusion un grand nombre d'agriculteurs de l'Ouest et d'éleveurs de bétail au pays surtout

parce que le ministre chargé de la Commission du blé et le ministre de l'Agriculture n'ont pas cru bon d'expliquer à fond la politique.

La semaine dernière, le premier ministre (M. Trudeau) a annoncé une politique nationale du blé, mais que lui est-il arrivé? Était-ce vraiment une politique? En trois jours, le ministre chargé de la Commission du blé a augmenté la subvention de \$1 à \$1.25, pour ensuite la porter à \$1.75. La politique agricole du gouvernement semble être une politique de panique. Il est temps que le gouvernement, de concert avec les ministres provinciaux de l'Agriculture, les organismes agricoles et les agriculteurs, mette au point une politique à long terme pour l'agriculture, politique qui stabilise notre économie agricole.

Bien que nous accueillions avec joie cette mesure, monsieur l'Orateur, et que nous ayons l'intention de l'adopter rapidement, qu'il soit bien dit que nous la considérons comme une mesure de situations d'urgence seulement et que nous n'y voyons pas un élément de politique agricole, pour la simple raison qu'il n'y en a pas pour le gouvernement actuel.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je pensais que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), qui est présent à la Chambre, aurait quelque chose à dire aujourd'hui au sujet de l'agriculture. Nous avons essayé, sans trop de succès, d'amener le ministre de l'Agriculture ou le ministre chargé de la Commission canadienne du blé (M. Whelan) à faire des déclarations précises sur leur politique. Nous essayons de le faire depuis que la Chambre a repris les séances pour mettre fin à la grève des cheminots. En fait, nous le leur avons demandé avant que la Chambre n'ajourne cet été. Le ministre de l'Agriculture n'a pas jugé bon de le faire.

Récemment, le ministre de l'Agriculture s'est rendu à Toronto pour parler avec les champignonnistes. Il a critiqué les deux partis de ce côté-ci de la Chambre. Il est allé à Toronto et a parlé des échecs qu'il nous a attribués, mais il n'arrive pas à dire à la Chambre ce que le gouvernement va faire. Il n'a pas pris la parole cet après-midi pour nous parler en détail des politiques agricoles.

Nous parlons cet après-midi d'un bill relatif à l'assurance-récolte. Mon parti appuie à fond les modifications qu'il propose. Pour autant que je sache, le parti à ma droite est également en faveur du bill, même si le ministre dit que non. L'assurance-récolte et les améliorations au programme d'assurance-récolte sont toutes excellentes, mais qu'en est-il du revenu? L'autre jour, j'ai reçu une lettre du ministre. Je lui avais écrit pour qu'il me prédise l'avenir de l'élevage du mouton au Canada, surtout dans l'Ouest. Des habitants de ma circonscription investissent dans l'élevage du mouton. Dans sa réponse, il a dit que le programme gouvernemental de subventions pour la laine avait échoué. Si je me souviens bien, il a dit qu'il n'atteignait pas son but, ce qui n'est pas étonnant puisque le gouvernement l'a laissé tomber. Ceux qui investissent dans l'élevage des moutons dans ma circonscription sont tellement dégoûtés qu'ils se préparent à démissionner. Voilà la situation en Saskatchewan. J'ignore ce qu'elle est ailleurs au pays. Les producteurs de laine ont parlé à mon parti, et nous savons qu'ils sont très découragés.